



COMPTE RENDU COMITE TECHNIQUE LOCAL DU 2 AVRIL 2019

Il s'agit de la deuxième convocation après boycott de toutes les organisations syndicales suite à la première à l'exception de FO.

La CGT ne s'est pas présentée, au contraire de Solidaires qui une liminaire expliquant le boycott avant de quitter la salle. Restaient donc la CFDT et FO (Céline Rojot titulaire et Jacques Dumont expert).

Lecture de la liminaire de FO DGFIP 89 puis réponses du directeur concernant la « géographie revisitée » :

Aucun projet n'est finalisé et encore moins approuvé par la Direction Générale. Il ne souhaite donc pas communiquer sur ce qu'il considère comme un document de travail.

Il pratiquera la concertation la plus large possible (agents, élus, OS).

Ce qu'il nous confirme c'est la spécialisation des trésoreries avec transfert du recouvrement de l'impôt aux SIP, regroupement de la gestion des EHPAD et des hôpitaux en fonction des deux Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT) de Sens et Auxerre (la date n'a pas été communiquée).

Il affirme n'avoir reçu de la DG aucun objectif chiffré de suppression d'emplois (il y en aura donc) et aucun service ne passera sous la coupe du préfet.

Concernant l'ordre du jour, les PV des CTL du 06 et 14 novembre 2018 sont approuvés et la modification des horaires d'ouverture de la Trésorerie de Migennes, demandée par tous les agents, (fermeture les mercredis et vendredis) est validée à compter du 15 avril. FO ayant voté pour et la CFDT s'étant abstenue.

-BILAN DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE 2018

M Augier de Cremier explique que l'équipe dédiée à la formation, composée de 43 agents, a assuré à part quasiment égale des formations au niveau local et au-delà.

La part de l'e-formation a été très importante en 2018 du fait de l'inscription d'office de tous les agents à la formation SIRHIUS RH et celle sur les rappels du PAS.

Cela induit un absentéisme sur cette e-formation très important dont les causes sont toujours les mêmes : les agents ne la commencent pas, se regroupent pour la suivre ou ne la terminent pas. Il serait souhaitable que l'administration se penche sérieusement sur ce problème récurrent. Rien ne remplace la formation présentielle.

-POINT BUDGETAIRE

M Augier nous explique que le département a fait des économies notamment sur l'affranchissement et sur les charges ceci lié à la fermeture des trésoreries. Où est le gain

En fin d'année des crédits supplémentaires ont été alloués ce qui a permis d'acheter 45 ordinateurs portables et 3 véhicules (dont 2 électriques).

-POINT REORGANISATION DES SPF

Initialement prévue pour décembre 2019, celle-ci est suspendue pour intégration dans la réorganisation globale du réseau.

M Yunta souhaiterait la mise en place d'un SPF unique sur Auxerre et d'une antenne à Sens avec ses missions et ses effectifs propres, le tout au plus tard en 2020.

-QUESTIONS DIVERSES

La CFDT demande un point sur les travaux de Sens :

Pour M Augier les travaux sont en cours de finalisation et tout devrait être prêt pour le déménagement de la trésorerie, prévu début juin.

Répartition prime PAS :

La quasi-totalité des agents des SIP et SIE ainsi qu'environ 50% des agents des trésoreries ont pu en bénéficier.

Télétravail :

Dans le cadre de la mise en place du télétravail 10 demandes ont été déposées dans l'Yonne (2 directions, 4 GP et 4 GF).

Une seule a été refusée car le « métier » exercé n'était pas éligible au télétravail.

Les modalités de travail seront d'1 journée de télétravail pour 4 agents, 2 jours pour 4 agents et de 3 jours pour 1 agent (demande pour raisons médicales).

La mise en place s'est faite au 1^{er} avril pour une durée d'un an non renouvelable tacitement. Une nouvelle campagne aura lieu l'année prochaine, aucune demande ne sera recevable jusque-là sauf pour raisons médicales.

Service civique :

2 postes étaient ouverts dans le département, au sein des SIP d'Avallon et de Joigny.

La direction a reçu 4 candidatures dont une incomplète. 3 candidats ont donc été convoqués mais 2 seulement se sont déplacés et un a été recruté pour Avallon de mars à septembre 2019.

Information de M Mutz : après 12 départs en retraite en 2018, 20 agents devraient nous quitter en 2019.